

AVIS PUBLIC

Municipalisation de voies ouvertes à la circulation publique depuis au moins 10 ans (premier avis)



(Article 72 de la *Loi sur les compétences municipales*, R.L.R.Q. c. C-47.1)

AVIS est donné qu'à la séance ordinaire qui a été tenue le 14 juillet 2020, à 19h30, au Parc des Éperviers, 89, Rue de la Rivelaïne, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, le conseil municipal a adopté la résolution numéro 2020-07-245, selon laquelle la Ville entend se prévaloir de la procédure prévue à l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* (R.L.R.Q., c. C-47.1) afin de devenir propriétaire des lots suivants du cadastre du Québec, circonscription foncière de Vaudreuil :

Lot(s)	Nom de la voie
2 071 103	105 ^e Avenue au Registre Foncier 103 ^e Avenue dans les dossiers de la Ville
2 071 015	Rue de la Passe
2 071 075 et 2 421 867	Rue Aumais
2 070 414 et 2 070 928	99 ^e Avenue
3 758 117	Rue Julie-Deschamps
2 421 837	Rue Alfred-Grefford
2 070 934	Rue Stocker
2 070 933	Rue Sherringham
2 661 959	Rue Françoise-Cuillerier
2 421 869	Chemin du Vieux-Moulin (portion)
2 421 742	Rue Alfred-Pellan (portion)
2 745 951 et 2 421 783	40 ^e Avenue (portion)
2 069 702	Rue de la Valline (portion)
2 421 691	Rue des Ruisseaux (passage au bout)
2 069 555	Boulevard Virginie-Roy (passage)

À cet égard, le texte de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales*, R.L.R.Q. c. C-47.1, est le suivant :

72. Toute voie ouverte à la circulation publique depuis au moins 10 ans devient propriété de la municipalité locale dès que sont accomplies les formalités prévues au présent alinéa, soit:

1° la municipalité adopte une résolution identifiant la voie concernée, soit par sa désignation cadastrale lorsque son assiette correspond à celle d'un ou de plusieurs lots entiers du cadastre en vigueur, soit, dans le cas contraire, par une description technique préparée par un arpenteur-géomètre;

2° le cas échéant, une copie de la description technique, vidimée par un arpenteur-géomètre, est déposée au bureau de la municipalité;

3° la municipalité fait publier deux fois, dans un journal diffusé sur son territoire, un avis contenant:

- le texte intégral du présent article;
- une description sommaire de la voie concernée;
- une déclaration précisant que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° ont été accomplies.

La deuxième publication doit être faite après le soixantième et au plus tard le 90^e jour qui suit la première.

Lorsqu'une immatriculation est requise par la loi, la municipalité soumet, au ministre responsable du cadastre, un plan cadastral montrant la voie devenue sa propriété par l'effet du présent article, ainsi que la partie résiduelle. Elle doit, en outre, notifier ce dépôt à toute personne qui a fait inscrire son adresse sur le registre foncier, mais le consentement des créanciers et du bénéficiaire d'une déclaration de résidence familiale n'est pas requis pour l'obtention de la nouvelle numérotation cadastrale.

La municipalité publie au registre foncier une déclaration faisant référence au présent article, comportant la désignation cadastrale du terrain visé et indiquant que les formalités prévues aux trois premiers alinéas ont été accomplies.

Tout droit relatif à la propriété du fonds de la voie visée auquel un tiers pourrait prétendre est prescrit si le recours approprié n'est pas exercé devant le tribunal compétent dans les trois ans qui suivent la dernière publication prévue au paragraphe 3° du premier alinéa.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard d'une voie sur laquelle elle a prélevé une taxe au cours des 10 années précédentes.

AVIS est également donné que les formalités prévues aux paragraphes 1° et 2° de l'article 72 de la *Loi sur les compétences municipales* ont été accomplies et qu'aucune taxe n'a été prélevée par la Ville de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot sur ces lots au cours des dix dernières années.

FAIT À NOTRE-DAME-DE-L'ÎLE-PERROT, LE 30 SEPTEMBRE 2020.

Catherine Fortier-Pesant
Greffière
/sb
